



SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

905, avenue Honoré-Mercier, 3e étage

Québec, G1R 5M6

egalite@scf.gouv.qc.ca

Recommandations du CALACS de l'Ouest-de-l'Île concernant la consultation «Ensemble pour l'égalité entre les femmes et les hommes»

Le CALACS de l'Ouest-de-l'Île est un organisme féministe à but non lucratif qui a comme mission de lutter pour contrer les agressions à caractère sexuel. Il offre des services aux femmes et des services de prévention auprès de la communauté.

La question de l'égalité femme/homme est au cœur des activités du CALACS de l'Ouest-de-l'Île. L'approche féministe et les revendications du centre s'orientent toutes dans la recherche de l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'ampleur de la problématique de la violence sexuelle faite aux femmes est l'une des manifestations et l'un des symptômes les plus révélateurs d'une société patriarcale, c'est-à-dire une société qui maintient le pouvoir des hommes sur les femmes. Une société dans laquelle les structures sociales, politiques et économiques conservent ce fondement patriarcal perpétuant l'inégalité entre les sexes. Une société où les systèmes mis en place tolèrent, cautionnent, voire même acceptent et encouragent des attitudes sexistes envers les femmes. Autant dans le système d'éducation et dans le système judiciaire, que dans les lois régissant les conditions de vie et dans celles devant protéger les femmes, la société n'a pas rempli son mandat. Il existe toujours ce manque de cohérence entre ce qui est prôné socialement et ce qui est observé. Bref, il y a un écart entre l'égalité de droit et de fait.

Malgré les grandes avancées du mouvement féministe, avancées confirmées par le droit, il reste que la discrimination systémique se perpétue et s'inscrit dans les règles, les pratiques et les mentalités. De nombreux défis demeurent en ce qui concerne une réelle égalité entre les femmes et les hommes. Ainsi, les femmes bénéficient de moins d'avantages et de privilèges que les hommes et



de plus, peuvent vivre davantage de discrimination en raison de leur âge, l'origine ethnoculturelle, l'orientation sexuelle, la classe sociale et économique. Aujourd'hui encore, le pouvoir des hommes sur les femmes est omniprésent quoique parfois plus subtil. De plus, le mythe de « l'égalité atteinte » prend la forme de discours qui, explicitement ou non, soutiennent que l'égalité entre les sexes est déjà résolue.

Nous encouragerons tous les efforts qui ont pour objectif de bâtir une société composée de membres économiquement, socialement et politiquement égaux. Voici les recommandations que nous considérons nécessaires pour assurer des chances réelles d'égalité entre les hommes et les femmes, et ce, autour de deux enjeux identifiés en lien avec notre champ d'expertise, soit la violence et les stéréotypes sexuels et sexistes.

La violence

Mise en place d'un programme de prévention en milieu scolaire au niveau primaire et secondaire abordant les thèmes de la violence faite aux femmes et spécifiquement la violence dans les rapports amoureux et la violence sexuelle.

Encore aujourd'hui, la violence conjugale et la violence sexuelle demeurent des problématiques préoccupantes. Pour éliminer la violence faite aux femmes, la sensibilisation demeure un moyen privilégié. Un programme de prévention permettra aux jeunes d'identifier les formes de violence, de développer un discours plus critique en matière de violence et d'impliquer les jeunes dans la recherche d'une société plus juste. Un espace de réflexion et de débat pour les jeunes suscitera des prises de conscience et un changement de perception. Un programme de cette nature devrait être déployé de façon continue du primaire au secondaire.

Adoption d'une politique de tolérance zéro en matière de violence sexuelle à l'Assemblée nationale.

En adoptant une politique de tolérance zéro en matière de violence sexuelle à l'Assemblée nationale, le gouvernement affirmera un message



clair et fort à la population et démontrera son engagement dans la lutte contre la violence sexuelle faite aux femmes. Tout le monde est touché de près ou de loin par la violence sexuelle, les députés, les fonctionnaires de l'état, les citoyens/citoyennes, etc. Une telle politique adoptée traversera les différents ministères et paliers du gouvernement, imprégnant une culture d'égalité dans tous les rapports sociaux.

Financer des projets d'aide pour les femmes qui veulent sortir de la prostitution.

La prostitution fait partie d'un continuum de violence faite aux femmes et qui maintient les femmes dans une position d'inégalité. Plusieurs études démontrent qu'une grande majorité des femmes qui sont dans la prostitution (80%) désirent en sortir (CLES 2014)¹. Pour cela, le gouvernement doit injecter des sommes d'argent dans les organismes qui travaillent auprès des femmes afin d'implanter des ressources structurées pour aider les femmes à sortir de la prostitution. La Concertation des Luttres contre l'Exploitation Sexuelle (CLÉS) a mené une étude en 2014 en faisant un portrait des besoins des femmes qui veulent sortir de la prostitution. Ces besoins sont :

- Argent
- Santé
- Sociabilité
- Employabilité
- Hébergement
- Accompagnement
- Défense
- Protection

En finançant des centres qui permettent la sortie des femmes de la prostitution, nous répondons directement aux besoins de ces femmes. De plus, l'investissement du gouvernement québécois dans ce projet serait une affirmation de leur part que la prostitution est un symbole d'inégalité entre les femmes et les hommes.

¹ Références :

CLES, *Connaître les besoins des femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe pour mieux baliser les services*, Montréal :CLES, 2014.



*Prioriser la mise en place d'une commission d'enquête sur les femmes autochtones assassinées et disparues et instaurer de véritables outils de protection et de justice, tout en **respectant le leadership des communautés autochtones.***

Les femmes autochtones vivent plusieurs problématiques qui les maintiennent dans une position d'inégalité. Aussi, les femmes autochtones sont plus susceptibles de vivre la violence sexuelle. Il est temps que le gouvernement agisse sur cette question afin de mettre un terme à l'invisibilité de la souffrance des femmes autochtones. Une commission d'enquête permettrait de révéler au grand public l'ampleur des difficultés qu'elles subissent. En suivant les recommandations de cette commission, les inégalités vécues par les femmes autochtones seront diminuées.

Organiser une campagne de sensibilisation sur les violences faites aux femmes.

La prévention et la sensibilisation sont un volet important dans le changement de perceptions et de mentalités. Des campagnes de sensibilisation nationale incitent à la réflexion, et de ce fait, ont un effet positif sur la société. Si elles sont planifiées et réalisées de façon à remplir les conditions nécessaires à son efficacité, ceci constitue une stratégie complémentaire intéressante pour favoriser le changement.

S'assurer du financement des services publics et des organismes communautaires qui viennent en aide aux femmes victimes de violence.

Le gouvernement québécois est actuellement en processus de révision de ses programmes et de ses budgets. Les organismes qui offrent des services d'aide aux femmes, connaissent et répondent aux besoins de leur communauté. Des coupures dans ces organismes qui aident les femmes les plus vulnérables auraient sans aucun doute des retombées néfastes et maintiendraient les inégalités entre les sexes et seraient contraires à un plan national sur l'égalité.



Mettre en place une consultation visant à adapter le système judiciaire à la réalité de la violence sexuelle.

Cette consultation permettrait de dégager les obstacles rencontrés par les femmes qui décident de porter plainte et de mettre en place des mécanismes en vue de parvenir à une réelle égalité. Les obstacles sont nombreux, tels la durée du processus, les enjeux de sécurité, les lacunes au niveau de l'information et de la communication, les attitudes sexistes, etc. Des mesures pour soutenir et faciliter le passage de ces femmes dans ce processus encourageraient les femmes à continuer dans le processus du système judiciaire. Ceci aurait pour effet de rebâtir la confiance des victimes à l'égard des différents corps policiers du Québec et du système judiciaire. De cette manière nous observerions une meilleure réponse aux plaintes en agression sexuelle, ce qui aurait un effet dissuasif sur les agresseurs.

La lutte aux stéréotypes sexuels et sexistes.

Mise en place d'un programme de prévention en CPE, en milieu scolaire primaire et en milieux secondaire traitant de la question des stéréotypes sexuels et d'éducation à la sexualité dans une perspective de rapports égalitaires, non sexistes et non hétérosexistes.

En sensibilisant les étudiant-es dès un jeune âge, et ce, de façon continue, nous pourrions observer des changements quant aux valeurs, perceptions et comportements. Les stéréotypes sexuels et sexistes et les discours antiféministes ont des racines profondes et s'alimentent de préjugés tenaces. Ceci a pour effet d'engendrer des rapports inégalitaires entre les femmes et les hommes. La sensibilisation des filles et des garçons est primordiale afin de modifier des comportements et construire un monde égalitaire. De plus, certains enjeux stigmatisent davantage les jeunes filles, comme le phénomène de l'hypersexualisation, la banalisation de la violence sexuelle ou de la prostitution.



Sensibiliser le personnel enseignant et le personnel de soutien en milieu scolaire.

Pour qu'un programme de prévention et de sensibilisation obtienne un franc succès, l'implication des différents intervenants-es du milieu est essentielle. Les professeurs, les éducateurs-trices et les professionnels œuvrant auprès de ces jeunes démontrent l'exemple et ont une influence considérable sur les étudiants-es. Ainsi, si tous ces acteurs étaient sensibilisés, il y aurait une meilleure cohésion entre les valeurs et les interventions, et nous remarquerions les changements souhaités en terme d'actions vers légalité.

Organiser une campagne de sensibilisation démontrant les effets des stéréotypes sur la jeunesse.

Comme démontré plus haut, une campagne nationale de sensibilisation est primordiale dans le changement de comportement dans une société. Les stéréotypes sexuels et le sexisme peuvent être insidieux. Faire la démonstration des effets de ces systèmes sur les femmes ouvrirait les yeux de la société.

Nous félicitons cette initiative puisque cela témoigne d'une préoccupation constante du gouvernement du Québec de reconnaître et de protéger les droits des femmes. Notre expertise en la matière de violence nous a permis de formuler des recommandations visant à corriger les inégalités qui perdurent, dans l'objectif d'atteindre cet idéal d'égalité de droit et de fait entre les hommes et les femmes de la société québécoise. Nous tenons à souligner l'importance de l'engagement des différents paliers du gouvernement afin de nous assurer de la réussite de ce défi. La société a intérêt à apporter les changements nécessaires pour assurer des chances réelles d'égalité entre les hommes et les femmes. Tant qu'il y aura des agressions sexuelles ou que des femmes auront peur d'être agressées, il subsistera des rapports inégalitaires.